



CONCOURS GRANDE ECOLE
ORAUX LVA ALLEMAND

Choix de textes de la session Juin-Juillet 2026

L'Allemagne et la France affichent désormais leurs désaccords

Elsa Conesa, Le Monde International, 12.2.2026 gekuerzt

L'exécutif du chancelier Merz est critique envers des propositions de Macron, comme un emprunt européen ou le protectionnisme

- La lune de miel entre Paris et Berlin aura été brève. Près d'un an après les élections législatives allemandes du 23 février 2025 qui ont porté le chancelier conservateur Friedrich Merz au pouvoir, l'ambiance de part et d'autre du Rhin rappelle étrangement l'époque de son prédécesseur à la chancellerie, le social-démocrate Olaf Scholz, en fonctions de 2021 à 2024. Faute de réelle complicité entre celui-ci et le président français, Emmanuel Macron, les relations franco-allemandes étaient alors devenues glaciales. Mais malgré l'espoir suscité par la victoire de Friedrich Merz, présenté comme un Européen convaincu versé dans les relations franco-allemandes, derrière les effusions répétées entre « Emmanuel » et « Friedrich » devant les caméras, la France et l'Allemagne ne cachent plus leurs désaccords sur des sujets de fond.

L'entretien accordé par le chef de l'Etat français, mardi 10 février, à plusieurs journaux européens dont Le Monde, à deux jours d'un sommet européen informel et trois de la Conférence de Munich sur la sécurité, a été accueilli avec réserve à Berlin, voire un léger agacement. Emmanuel Macron y remet sur la table des sujets opposant de longue date la France et l'Allemagne, comme le recours à un emprunt commun européen, le protectionnisme, ou même la préférence européenne. « Emmanuel Macron y critique aussi, en creux, les choix stratégiques de l'Allemagne, qu'il s'agisse de l'énergie, de la sécurité assurée par les Etats-Unis ou de la dépendance à la Chine comme marché d'exportation », appuie le directeur adjoint de l'Institut franco-allemand, Stefan Seidendorf. A Berlin, la mise au point n'a pas tardé. « Le président français demande, entre autres, davantage d'argent pour les investissements, nous pensons que cela s'éloigne un peu du vrai sujet, à savoir nos problèmes de productivité », explique-t-on dans les cercles gouvernementaux allemands, pour qui « la priorité, ce sont les réformes structurelles profondes et de l'achèvement du marché intérieur ». Si l'Europe s'endette davantage, elle n'aura « plus aucune marge de manœuvre », poursuit-on, rappelant que le seul service de la dette commune émise lors de la crise due au Covid-19 (NextGen EU) s'élèvera à 24 milliards d'euros par an à partir de 2028, soit « 15 % du budget annuel ».

L'Europe devrait puiser d'abord dans les fonds européens disponibles, y compris pour les projets de défense. Surtout, elle doit être réformée : il n'est en effet « pas acceptable » que les deux tiers du budget soient encore consacrés à l'agriculture et à l'aide aux pays membres les plus pauvres, juge-t-on. « Nous espérons que les Etats membres qui réclament aujourd'hui de nouveaux financements participeront également à ces efforts de réforme. On ne peut pas réclamer plus d'argent sans s'attaquer aux réformes. »

Incompréhension croissante

Le président français renouvelle en outre son appel à « protéger notre industrie », déplorant que l'Europe soit « le marché le plus ouvert au monde » et plaidant pour le principe d'une préférence européenne. « Le protectionnisme ne peut pas être le modèle de prospérité de l'Europe, insiste-t-on à Berlin. Nous voulons davantage d'accords commerciaux, avec le Mercosur, avec l'Inde, et d'autres suivront avec l'Australie, etc. » Dans le même temps, on admet « que l'environnement a changé et que nous avons besoin d'instruments de défense ». L'Union européenne peut donc avoir des « règles préférentielles », mais avec « quelques principes : ce doit donc être une exception et une mesure de dernier recours et se limiter aux technologies critiques et stratégiques, et non à des secteurs entiers. Et cela doit être limité dans le temps ». ... « Les Allemands voient bien les limites de Macron et le décalage entre son discours, ses actes et sa capacité à agir », résume un membre du gouvernement de M. Merz. Or, Berlin veut avancer rapidement, car en 2027 « il y aura une série d'élections très importantes, en France, en Espagne, en Pologne, en Italie », ajoute-t-on dans les cercles gouvernementaux, où l'on s'inquiète du poids croissant de l'extrême droite. Depuis le début de l'automne, les sujets de divergence se sont multipliés entre Paris et Berlin, pour culminer au sommet européen mi-décembre 2025, au cours duquel l'épreuve de force entre les deux pays autour de l'accord commercial avec le Mercosur a éclaté au grand jour. La France a tenté de bloquer ce texte très impopulaire dans l'Hexagone, mais sur lequel le chancelier comptait pour relancer une économie allemande à l'arrêt. ... Symbole de cette incompréhension croissante, le projet d'avion de combat franco-allemand SCAF, lancé en 2017, bloqué depuis des mois. « Si d'aventure, le partenaire allemand remettait en cause l'avion commun, on serait obligé de remettre en cause le char commun », a menacé Emmanuel Macron mardi. « La France a beaucoup plus besoin de nouveaux chars que l'Allemagne, qui peut développer et construire la nouvelle génération de chars sans la France », répond un ministre allemand....

L'avertissement aux boomers du chancelier allemand

Emmanuel Grasland, Les Echos, 18.9.2025

Friedrich Merz veut réorganiser le système des retraites, de l'indemnisation du chômage et de l'assurance-maladie.

C'est à une préparation psychologique en règle que s'est livré mercredi Friedrich Merz. A l'occasion du débat au Parlement sur le budget 2025, le chancelier a promis un « automne des réformes » et expliqué que l'Allemagne se trouvait « à un tournant ». « Notre pays est confronté à des décisions importantes cet automne », a martelé le dirigeant conservateur. « Les décisions qui nous attendent ne portent pas sur des détails, mais sur des choses fondamentales. »

Alors qu'une première mesure dite de « retraite active » va permettre l'an prochain aux retraités allemands qui travaillent de ne pas payer d'impôts sur le salaire dans la limite de 2.000 euros par mois, Friedrich Merz veut clairement aller plus loin. « Nous devons aussi réorganiser notre système de retraite », a expliqué le chancelier. « Le contrat entre les générations doit être repensé. Les jeunes de notre pays ne doivent pas être soumis à une charge supplémentaire simplement parce qu'ils sont en minorité ». Le dirigeant veut s'attaquer à cette réforme des retraites « avec courage », mais il avance à pas comptés.

Soucieux de ne pas provoquer les sociaux-démocrates, Friedrich Merz s'est gardé d'annoncer des mesures concrètes devant le Parlement. Alors que l'âge de départ à la retraite en Allemagne est en train de passer à 67 ans, il a assuré que la génération des gens plus âgés devrait aussi « pouvoir profiter d'une retraite bien méritée ».

Autre dépense sociale ciblée par Friedrich Merz, la protection contre le chômage. « Ceux qui travaillent et qui, par leurs cotisations sociales et leurs impôts, aident également les plus faibles, ne doivent pas avoir l'impression de financer les abus du système », a déclaré le chancelier. Il veut réformer le système actuel afin d'utiliser l'argent « de manière à aider réellement ceux qui ont besoin de l'aide de notre Etat social ». Le dirigeant conservateur a dans le viseur l'allocation chômage de base mise en place par le gouvernement de son prédécesseur social-démocrate Olaf Scholz.

Cette allocation citoyenne (Bürgergeld) s'élève à 563 euros par mois pour un adulte célibataire et à 506 euros pour le conjoint. Politiquement, c'est un sujet important. A droite, l'allocation a valeur de symbole parce que l'électorat conservateur voit dans cette aide un affaiblissement de l'incitation à travailler. Qui plus est, près de la moitié des bénéficiaires sont de nationalité étrangère en Allemagne.

Objectif herculéen

Même volonté de réformes structurelles vis-à-vis de l'assurance-maladie et de l'assurance-dépendance. Le dirigeant se donne l'objectif herculéen de réorganiser ces structures pour qu'elles puissent continuer à fournir leurs prestations, « sans augmenter sans cesse les coûts pour les particuliers et les entreprises ».

En Allemagne, l'écart entre les recettes et les dépenses des caisses d'assurance-maladie se creuse à un rythme de 6 à 8 milliards d'euros par an, selon la Cour des comptes. L'an dernier, la croissance des dépenses a battu un record de trente ans, avec une hausse de 8,2 %, à 327 milliards d'euros.

Dans le contrat de coalition, ces sujets explosifs ont été renvoyés à des commissions d'experts. Pour avancer sur ces trois dossiers, les conservateurs devront trouver un accord avec les sociaux-démocrates et leur donner forcément quelque chose en échange. Une augmentation des impôts, notamment de l'impôt sur les successions, pourrait être une option. Une possibilité qui suscite actuellement de la nervosité au sein du Mittelstand.

Friedrich Merz devra avancer sur un chemin de crête. Mercredi matin, l'extrême droite allemande lui a reproché d'avoir abandonné ses promesses électorales, évoquant tour à tour l'assouplissement du « frein à la dette », la baisse avortée des taxes sur l'électricité pour les ménages ou le maintien de la loi sur le chauffage. « L'automne des réformes sera celui des paroles vides de sens et débouchera sur un hiver des dépenses encore plus élevées », a cinglé Alice Weidel, la coprésidente du parti d'extrême droite AfD. Alors que la formation vient de faire une percée historique dans la Ruhr, Friedrich Merz n'aura pas droit à l'erreur.

Le débat sur l'engagement commence

Yan Pauchard, Le Temps, 1.12. 2025

AVENIR Dans un contexte géopolitique incertain, la population n'en a pas fini avec la question de l'engagement. Elle devrait être appelée plusieurs fois aux urnes ces prochaines années pour réformer le service civil ou introduire une journée d'information obligatoire sur l'armée pour les femmes

La population suisse a dit massivement non hier à l'introduction d'un service citoyen. Mais la question de l'engagement en faveur de l'intérêt public n'est de loin pas close. La Suisse est au-devant de plusieurs grands débats. Les électeurs pourraient d'ailleurs être appelés aux urnes rapidement, déjà l'année prochaine. Un référendum a en effet été lancé contre une série de mesures, votées à la session de septembre par les Chambres fédérales, en vue de restreindre les conditions d'entrée dans le service civil. La majorité de droite estime en effet que le système a été dévoyé. Ce qui était une légitime alternative au service militaire pour les objecteurs de conscience serait devenu une échappatoire de convenance.

Pour le camp bourgeois, un tiers des admissions sont le fait d'hommes ayant déjà effectué une partie de leurs obligations militaires et qui, en résumé, sont suspectés de vouloir échapper aux cours de répétition. Mais pour la gauche, ce durcissement est inutile. Il provoquerait une chute de 40% du nombre de civilistes, qui manqueraient dans des domaines comme les EMS, les foyers de migrants ou encore dans l'agriculture de montagne. Le référendum est en cours de récolte de signatures. Il devrait être déposé tout début janvier. Les opposants à la révision espèrent un vote populaire clair qui dissuaderait le Conseil fédéral et le parlement de poursuivre dans leur volonté de réorganiser complètement le service civil.

Plusieurs projets sont en effet en cours à Berne, où tout s'est accéléré durant cette année. A la suite de l'acceptation d'un postulat en juin, le Conseil fédéral va bien publier un rapport sur les possibilités de réintroduire l'examen de conscience qui avait été aboli en 2009. Par ailleurs, avec l'approbation, toujours courant 2025, d'une motion sur l'obligation de servir dans la sécurité, le gouvernement doit élaborer un projet de fusion entre le service civil et la protection civile. C'est un long processus qui est engagé et qui impliquera une modification de la Constitution, donc une votation populaire.

Votation en 2028

Une votation populaire se dessine également pour la création d'une journée d'information obligatoire sur l'armée et la protection civile pour les Suissesses, que le conseiller fédéral Martin Pfister a mise en consultation le 12 novembre dernier. Selon

le planning de la Confédération, cette proposition pourrait être soumise au vote en 2028. Dans un contexte géopolitique incertain, la pression monte sur les pays pour regarnir les rangs de leur armée.

En France, jeudi dernier, Emmanuel Macron a annoncé la réintroduction d'un service militaire de 10 mois, sur base volontaire, avec le slogan «Notre jeunesse a soif d'engagement». L'Allemagne, elle aussi, s'apprête à mettre sur pied un tel service. Le 13 novembre, après des mois de négociations, les partis de la coalition au pouvoir se sont entendus sur un projet qui doit encore être avalisé par le Bundestag. Avec la Suisse, c'est toute l'Europe qui va s'interroger ces prochaines années sur l'engagement citoyen.

CIVISME - Participation médiane

Les initiatives populaires «Service citoyen» et «Pour l'avenir» ont mobilisé environ 43% du corps électoral hier. Un taux de participation similaire aux autres votations de cette année.

Schaffhouse, où le vote est obligatoire, arrive comme d'habitude en tête, et de loin. Quelque 66,9% des électrices et électeurs s'y sont prononcés. Les Jurassiens à l'inverse se placent en bout de classement. Seuls 34,1% d'entre eux sont allés glisser un bulletin dans l'urne.

Neuchâtel, Genève et le Valais se sont également peu mobilisés, avec seulement 36,3, 39,6 et 39,7% du corps électoral qui a voté. Les autres cantons romands ne sont pas loin.

En septembre, la valeur locative et l'e-ID ont mobilisé 49,5% de la population. En début d'année, l'initiative des Jeunes Vert·e·s pour la responsabilité environnementale n'a pas suscité de grand engouement. Seulement 37,9% du corps électoral suisse s'était mobilisé, un taux en dessous des votations de ces dernières années. En novembre 2024, l'extension des autoroutes, les modifications du droit de bail et le financement uniforme des soins ont mobilisé environ 45% de la population. En septembre et en juin, la participation était semblable. Les Suisses avaient voté sur la LPP et la biodiversité en début d'automne et sur les coûts de la santé, la réforme de l'énergie et la vaccination en été.

Le chancelier Merz veut s'attaquer aux arrêts maladie

Thibaut Madelin, Les Echos, 23.1.2026

Friedrich Merz remet notamment en cause les arrêts délivrés par téléconsultation.

Les arrêts maladie, ça suffit. Décidé à relancer la compétitivité de l'Allemagne, en perte de vitesse, Friedrich Merz veut s'attaquer aux arrêts de travail et remet en cause ceux délivrés par téléconsultation. Lors d'un meeting régional, le week-end dernier, le chancelier a déclaré que les salariés allemands prenaient en moyenne 14,5 jours de congé maladie par an, « soit près de trois semaines pendant lesquelles les Allemands ne travaillent pas pour cause de maladie. Est-ce vraiment normal ? Est-ce vraiment nécessaire ? », a-t-il ajouté.

De son point de vue, cette tendance cache une forme de fainéantise qui se serait installée dans la société allemande, en particulier depuis la crise du Covid et l'introduction des consultations téléphoniques. « Les arrêts maladie délivrés par téléconsultation, pendant le coronavirus, c'était justifié. Est-ce encore le cas aujourd'hui ? », s'est-il interrogé. Un sujet qui existe aussi en France. « En comparaison internationale, le taux d'absentéisme pour cause de maladie est élevé en Allemagne, a embrayé la ministre de la Santé Nina Warken. Cette remarque ne vise en aucun cas à critiquer les personnes qui sont dans l'incapacité de travailler pour cause de maladie. Mais il faut aussi reconnaître que la possibilité d'obtenir facilement un arrêt maladie par téléphone peut donner lieu à des abus. »

Depuis, le débat s'enflamme. Les médecins rejettent la fin des téléconsultations, qui permettent de soulager les cabinets médicaux sur fond de pénurie de praticiens. Le parti social-démocrate (SPD), qui gouverne avec l'Union chrétienne-démocrate (CDU) du chancelier, craint une stigmatisation inutile des salariés concernés.

Pour autant, les deux partis ont convenu dans leur traité de coalition de s'attaquer aux abus. « Nous avons besoin de solutions réalisables », selon Nina Warken (CDU). Le coût des arrêts maladie est passé de 16 à 20,6 milliards d'euros entre 2020 et 2024, selon l'Association fédérale des caisses d'assurance maladie (GKV), soit une hausse de 29 %. « C'est un débat hypocrite, grince une médecin généraliste berlinoise. Les gens sont plus malades depuis le Covid, qui a encore sévi l'an dernier. Par ailleurs, nous connaissons tous les patients qui nous consultent par téléphone, ce qui exclut les abus ». Un confrère est plus prudent, constatant une tendance outre-Rhin à accorder des arrêts assez longs.

Doublement depuis le Covid

Les employeurs, qui alertent sur le sujet depuis plusieurs mois, se frottent les mains. Certes, les arrêts maladie ne sont qu'un facteur de coûts parmi d'autres, a reconnu

mercredi le président de la Fédération de l'industrie allemande (BDI), Peter Leibinger, qui plaide pour des réformes ambitieuses en matière d'assurance sociale ou de temps de travail. Mais la question mérite d'être posée, selon lui.

« Je peux vous parler au nom de notre entreprise, a précisé celui qui est actionnaire du groupe familial Trumpf. Nous avons des usines dans toute l'Europe et le taux d'absentéisme pour cause de maladie est à peu près le même partout. Sauf en Allemagne, où il a pratiquement doublé avec la pandémie de coronavirus, puis s'est maintenu à ce niveau depuis. » Pour son groupe, qui compte environ 18.000 salariés dans le monde, le patron a cité un taux d'absentéisme pour cause de maladie de 3 % en Europe et de 6 % en Allemagne. « Il est bien sûr possible que les conditions en Allemagne rendent malade, mais je ne le crois pas ». Son constat semble corroborer une étude de l'OCDE sur les jours d'absence rémunérés déclarés à la caisse d'assurance maladie. L'Allemagne y arrive en tête du classement avec 24,9 jours, suivie de la Lettonie (20,4 jours) tandis que la France se situe dans le milieu du classement (14,2 jours).

Comparaisons difficiles

Les comparaisons internationales peuvent être toutefois trompeuses. Selon l'institut de recherche et de conseil spécialisé dans les questions de santé IGES, grâce à la procédure de déclaration électronique (eAU), introduite en 2023, l'Allemagne est un des rares pays à recenser l'intégralité des jours d'absence. D'autre part, les jours de carence, qui n'existent pas outre-Rhin, ne sont pas pris en compte dans certains pays, dont la France. L'IGES préfère se référer à l'Enquête européenne sur les forces de travail (EU-LFS), qui détermine la part du temps de travail hebdomadaire perdu pour cause de maladie, mais seulement une fois par an pour une semaine donnée. L'Allemagne se situe ici dans la moyenne supérieure avec un taux de 6,8 %, derrière la France avec un taux de 7,7 %.

Les calculs varient même d'une institution allemande à l'autre. Ainsi, la caisse d'assurance maladie DAK a fait état mardi d'un taux d'absentéisme pour cause de maladie de 19,5 jours par personne en Allemagne en 2025, un niveau stable mais très élevé, qui cache notamment une augmentation notable pour cause de maladie psychique. Une autre caisse d'assurance maladie, l'AOK comptait 23,9 jours en moyenne parmi ses membres, tandis que l'Office fédéral des statistiques évoque... 14,8 jours pour 2024.

L'Allemagne, ce pays qui a longtemps aimé ses élites

Elsa Conesa (Berlin), Le Monde Idées, mardi 20 janvier 2026 gekuerzt

En France, la formule « les élites » est répétée presque mille fois par mois dans les médias, d'après l'agence Onclusive. Le terme s'est installé pour désigner un adversaire diffus, notamment lors du mouvement des « gilets jaunes ». Rien de comparable en Allemagne, où l'expression, dérivée du français, est presque absente du débat public. Elle y demeure moins connotée, et avait même, encore récemment, une consonance positive.

Les chercheurs admettent avoir du mal à décrire comment se forment les élites en Allemagne. « En France, on pense immédiatement aux grandes écoles et aux grands corps, en Angleterre au tandem Oxbridge [Oxford-Cambridge], aux Etats-Unis aux universités de l'Ivy League [désignant huit universités prestigieuses], résume le politologue Uwe Jun, professeur à l'université de Trèves. L'Allemagne n'a pas d'équivalent. » Point de filières d'élites, d'écoles qui suffiraient à définir la position sociale de celui qui en est issu. Non que le pays n'ait pas d'élites, mais celles-ci sont moins homogènes et moins facilement identifiables. Et, donc, moins polarisantes.

« La France est une exception, et l'Allemagne en est le parfait symétrique », analyse le sociologue Michael Hartmann. L'Allemagne de l'Ouest a « longtemps été perçue comme une grande société de classes moyennes, dans laquelle les élites n'avaient pas de position particulière, elles étaient simplement fonctionnelles ». Ce qui a permis à la société allemande de « conserver un niveau de confiance élevé dans les institutions ». Aucun lieu en Allemagne ne concentre les pouvoirs politique, économique et intellectuel, comme c'est le cas à Paris ou à Londres. Munich et Francfort se battent pour savoir laquelle abrite le plus de milliardaires, tandis que le gouvernement fédéral reste scindé entre Berlin et Bonn, et concurrencé par les Länder.

« Cette invisibilité apparente des élites est étroitement liée au fédéralisme, explique le sociologue Steffen Mau. Il y a moins de multinationales qu'en France. Ici, l'économie est dans les provinces. Il y a des PME et des familles très fortunées partout sur le territoire, qui créent de la richesse localement, puis redistribuent, par exemple en finançant des fondations. » Elles emploient dans leur région, créent de l'activité, sont visibles. « Chacun a l'impression d'en faire un peu partie parce qu'elles semblent proches », ajoute-t-il. Surtout, les élites économiques et politiques sont deux populations distinctes, et les rôles ne se mélangent guère. Il est rarissime qu'un ministre de l'économie vienne d'une entreprise. « Les grands corps français

permettent de passer d'un secteur à l'autre à des postes de haut niveau dans l'administration, la politique, l'économie, comme le montre l'exemple d'Emmanuel Macron. En Allemagne, ces secteurs sont largement séparés », poursuit Michael Hartmann. Le gouvernement compte deux personnalités issues du monde des affaires : Katherina Reiche, ministre de l'économie, et Karsten Wildberger, ministre du numérique. « Cela n'est arrivé que deux fois depuis 1949 », insiste Michael Hartmann. Même le cas de Friedrich Merz, qui a travaillé dans le secteur privé, est exceptionnel. En Allemagne, chaque administration recrute ses agents, d'une façon qui n'est pas moins sélective qu'en France. Inversement, pour diriger une entreprise, la coutume est d'y faire carrière. « En France, la sélection se fait déjà en grande partie dans le système universitaire », poursuit-il. ...

A défaut de grandes écoles, les fondations politiques, qui repèrent et promeuvent des jeunes jugés prometteurs, entretiennent aussi une forme d'esprit de corps et de réseau qui dure toute la vie, et essaime ensuite dans le secteur public ou le monde des affaires. « Mais la force des grands corps français, c'est qu'ils sont transpartisans », ajoute-t-elle, avouant une certaine fascination pour le système hexagonal, « qui garantit un niveau de qualité, même s'il est sans doute moins équitable ».

Depuis quelques années, toutefois, la thématique des « élites », notamment des « élites mondialisées », est apparue dans les discours de l'extrême droite allemande, comme ailleurs en Occident. Le parti Alternative für Deutschland (AfD) l'emploie avec prudence, étant lui-même la création de professeurs d'économie. Sa coprésidente Alice Weidel est en outre une ancienne de Goldman Sachs. Son profil séduit certes les électeurs déclassés de l'ex-RDA, mais aussi une partie de la bourgeoisie libérale de l'Ouest.

Mais la défiance à l'égard des institutions et des élites qui les dirigent progresse indéniablement. « Le point de départ est la crise financière de 2009 », juge Michael Hartmann. Puis est venue la crise de l'euro, puis le coronavirus, puis la guerre en Ukraine. Les piliers de la prospérité allemande, garante de la stabilité politique, sont fragilisés. Les électeurs se demandent qui est responsable de cette situation et arrivent vite à la conclusion que ce sont les élites, politiques ou économiques. Et l'AfD en profite. »

"La bienveillance, c'est devenu une attitude de lâcheté"

Lisa Jardini, Franceinfo.fr, 4.4.2026

Elle est partout : dans les discours de coaches, sur les réseaux sociaux, dans les cabinets de psy et même dans les familles. La bienveillance est devenue le mot d'ordre de notre époque. Et si, derrière cette belle intention, se cachait une forme insidieuse de complaisance, voire de manipulation ?

Difficile de critiquer la bienveillance. Le mot sonne bien, il rassure, il unit. Dans les entreprises, on la prône. Sur YouTube, on l'affiche. Dans les familles, on l'exige. Pourtant, le psychologue Maximilien Bachelart, invité de *Bien, et vous ?*, s'y attaque frontalement par souci de vérité. Parce que derrière cette vertu apparente se dissimuleraient, selon lui, bien des lâchetés.

Dans cette nouvelle chronique de *"Bien, et vous ?"*, le psychologue Maximilien Bachelart nous parle de la notion de bienveillance et de ses dérives.

La bienveillance, une politesse devenue automatique

À force d'être répétée, la bienveillance aurait perdu toute sincérité. Maximilien l'illustre avec un exemple du quotidien numérique : "Les youtubeurs commencent souvent leurs vidéos en disant "j'espère que vous allez bien", alors qu'on sait très bien qu'ils n'ont strictement rien à faire." Un réflexe verbal vide de sens, comparable, selon lui, à la formule usée "en toute franchise", utilisée précisément quand on s'apprête à ne rien dire d'essentiel. Ce glissement sémantique n'est pas anodin. Il révèle une bienveillance de façade, socialement codée, qui sert davantage à se donner bonne conscience qu'à aider réellement autrui.

Excuser les autres pour se sentir meilleur

L'un des mécanismes les plus malsain que pointe Maximilien, c'est celui de la psychologisation automatique des comportements de l'autre. Face à quelqu'un qui fait faux bond, qui vous bouscule ou qui se montre irrespectueux, la tentation est grande de trouver une excuse toute faite : "Il n'a pas fait exprès", "il est hyperactif", "le pauvre, il fait de l'évitement." Pour le psychologue, cette posture n'a rien d'altruiste : "Formuler des excuses pour les gens renforce l'idée que nous sommes une bonne personne." En d'autres termes, c'est moins l'autre qu'on protège que sa propre image. Une forme de narcissisme moral habillée en empathie.

La bienveillance comme évitement du conflit

Dans les familles, dans les groupes d'amis, au travail, la bienveillance sert souvent à éviter la confrontation. On laisse passer le ghosting, l'impolitesse, l'égocentrisme. On ne dit rien pour ne pas froisser. "La bienveillance, c'est devenu une attitude de lâcheté parfois, de complaisance, d'évitement du conflit", explique Maximilien. Cette façon de faire, largement valorisée socialement, aurait selon lui un effet paradoxal : elle étouffe les vérités utiles et entretient des dynamiques relationnelles déséquilibrées, notamment au sein des familles où certains comportements problématiques sont systématiquement excusés au nom de la paix.

Dans les réseaux sociaux : la bienveillance comme stratégie d'influence

La bienveillance numérique obéit, elle, à une logique encore plus explicitement intéressée. "C'est aussi parfois de la démagogie pour avoir des likes", observe le psychologue. Par peur d'être rejeté ou jugé, on s'efface, on lisse, on produit des "discours aseptisés" qui évitent tout sujet qui fâche. Le résultat ? Des prises de parole creuses, des "niaiseries" et des "évidences vides", qui rendent la parole publique inaudible et appauvrissent le débat collectif. La bienveillance devient alors un outil de conformisme, non de bienveillance.

En thérapie, se taire peut-être une faute

C'est peut-être dans le champ de la psychologie que la critique de Maximilien prend le plus de relief. Lui-même thérapeute, il observe une tendance chez les jeunes praticiens à confondre douceur et efficacité : "Beaucoup de jeunes psys pensent que pour aider, il faut être mielleux, mièvre, sans personnalité, une espèce de thérapie bonbon." Or, pour lui, le silence bienveillant peut être une forme de négligence : "Ne rien dire, acquiescer, se taire, c'est parfois une non-assistance à personne en danger, c'est parfois de la complicité." Aider, vraiment, suppose parfois de nommer ce qui est difficile et d'oser la friction.

Maximilien Bachelart ne plaide pas pour la cruauté ni pour la brutalité verbale. Il invite à quelque chose de plus exigeant : une franchise bienveillante, c'est-à-dire une parole vraie, portée avec soin, mais sans capitulation devant le confort de l'autre. Car comme il le résume avec lucidité, "la bienveillance est la dernière meilleure arme pour tuer la nuance".

La France et l'Allemagne tentent de surmonter leurs divergences pour accorder leurs violons

Aude Bariéty de Lagarde, Le Figaro, 20.3.26

Opération unité en trois séquences. Alors que la relation franco-allemande bat de l'aile depuis plusieurs mois, Paris et Berlin ont affiché mercredi leur « détermination à agir ensemble pour la paix et la sécurité » dans un contexte international marqué par « les crises et les guerres », du Moyen-Orient à l'Ukraine.

Dans la matinée, le ministre des Affaires étrangères français, Jean-Noël Barrot, a assisté au Conseil des ministres allemand, comme le traité d'Aix-la-Chapelle de 2019 en prévoit la possibilité. En milieu de journée, il a tenu un point presse conjoint avec son homologue, Johann Wadephul (CDU), dans les locaux du ministère allemand des Affaires étrangères.

Dans la soirée, le président Emmanuel Macron et le chancelier Friedrich Merz se sont retrouvés autour d'un dîner à Bruxelles afin de se « coordonner » à la veille d'un Conseil européen s'annonçant « très dense » et d'évoquer ensemble « les enjeux bilatéraux franco-allemands ». « Dans un monde incertain, nous oeuvrons pour une Europe stable », a écrit sur le réseau social X le leader allemand, évoquant son « étroite concertation avec (son) ami Emmanuel Macron ».

Après l'arrivée de Friedrich Merz (CDU) à la chancellerie en mai 2025, le couple franco-allemand a d'abord vécu une véritable lune de miel, multipliant les signaux de bonne entente et les projets d'avenir. Mais les premiers tourments n'ont pas tardé à apparaître lorsque des désaccords et des interrogations sur des dossiers cruciaux ont éclaté au grand jour : la fin des moteurs thermiques automobiles à l'horizon 2035, le traité avec le Mercosur, le gel des actifs russes, la reprise d'un dialogue avec le président russe Vladimir Poutine, l'éventualité d'une dette commune européenne, le projet d'avion de combat Scaf...

Sur ce dernier sujet, Emmanuel Macron a d'ailleurs annoncé jeudi matin que Paris et Berlin avaient « décidé ensemble de lancer une mission de rapprochement d'Airbus et de Dassault* dans les semaines qui viennent » afin d'identifier des « voies de convergence » sur ce projet auquel il « croit beaucoup ».

Sans effacer les sujets de contentieux, la guerre en Iran semble toutefois avoir remis

les deux voisins sur la même ligne. « La France et l'Allemagne partagent les mêmes préoccupations », a assuré à Berlin Jean-Noël Barrot, évoquant les « risques majeurs pour nos intérêts, pour la sécurité de nos ressortissants, pour l'économie mondiale ». « Nous appelons à une désescalade la plus rapide possible », a-t-il ajouté, insistant sur l'engagement du tandem à se « coordonner le plus étroitement possible en vue d'une résolution du conflit ». « Dans un monde qui connaît de profonds bouleversements », cette coopération est « essentielle », a renchéri Johann Wadephul.

Jean-Noël Barrot, qui s'est rendu à Beyrouth ce jeudi, a également rappelé la publication, par la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie et le Canada, d'un communiqué commun dans lequel les cinq pays appellent à « éviter » une « offensive terrestre israélienne de grande envergure » au Liban et « condamnent » la décision du Hezbollah « de se joindre à l'Iran dans les hostilités ». Le chef de la diplomatie française a enfin insisté sur le fait que le conflit au Moyen-Orient ne devait « pas faire oublier ce qui se passe sur le continent (européen) » et a réaffirmé son « soutien indéfectible à l'Ukraine ».

Dans un discours prononcé devant le Bundestag, Friedrich Merz s'est quant à lui dit en « contact quasi quotidien » avec ses voisins français, britannique et italien sur la situation au Moyen-Orient. S'il a assuré partager avec les États-Unis et Israël, ses alliés de longue date, « l'objectif que l'Iran ne représente plus une menace à l'avenir », il a cependant appelé avec force à la fin des hostilités, estimant que l'Europe y « avait tout intérêt ».

Alors que le président américain Donald Trump a « encouragé » ses alliés à « s'impliquer » dans la sécurisation du détroit d'Ormuz, le chancelier a par ailleurs répété que l'Allemagne n'y interviendrait pas militairement. Une position partagée des deux côtés du Rhin. Tandis qu'Emmanuel Macron a déclaré que l'Hexagone n'était « pas partie prenante au conflit », le ministre de la Défense allemand, Boris Pistorius (SPD), a résumé la situation en une phrase largement reprise par la presse de son pays : « Ce n'est pas notre guerre. »

Les banques françaises redoublent d'ambitions en Allemagne

Danièle Guinot, Le Figaro, 11.3.26

Nous avons de grandes ambitions en Allemagne » , avance Daniel Baal, le président du Crédit mutuel Alliance fédérale, dont le siège social est à Strasbourg. Le groupe mutualiste, qui regroupe 14 des 18 fédérations régionales du groupe Crédit mutuel et le CIC, est présent outre-Rhin depuis plusieurs années avec sa filiale de crédit à la consommation Targobank. L'an dernier, il s'y est renforcé en mettant la main sur la banque allemande OLB (Oldenburgische Landesbank). Son objectif est désormais de faire de l'Allemagne un marché comparable à la France, en s'appuyant sur ses forces locales : Targobank, la compagnie d'assurances ACM Deutschland, le CIC et OLB. « Notre idée est de devenir un bancassureur en Allemagne », expliquait en janvier Daniel Baal, qui n'exclut pas de nouvelles acquisitions dans le pays. « L'Allemagne est le premier partenaire économique de la France, c'est la première économie européenne et elle est stable sur le plan politique. »

Des arguments qui séduisent aussi les autres réseaux français, nombreux à avancer leurs pions dans le pays aux 80 millions d'habitants, où le marché bancaire reste très fragmenté avec une multitude de banques régionales de petite taille aux côtés de deux géants, Deutsche Bank et Commerzbank. « Pour l'heure, les établissements français n'ont pas encore de positions très fortes outre-Rhin, mais pratiquement tous communiquent sur leurs projets pour s'y renforcer » , relève Sylvain Perret, analyste chez Alphavalue.

Le Crédit agricole a ainsi récemment confié avoir de grandes ambitions en Allemagne, où il revendique déjà près de 1 million de clients avec sa filiale Creditplus (crédit à la consommation...). « Nous voulons à présent créer une banque universelle, Crédit agricole Deutschland, expliquait en novembre Olivier Gavalda, le directeur général de Crédit agricole SA, l'entité cotée en Bourse de la banque verte. Son objectif est de compter 1 million de clients particuliers supplémentaires fin 2028. Le groupe veut également surfer sur l'épargne abondante des Allemands : en avril, il lancera outre-Rhin sa plateforme digitale d'épargne européenne. L'Allemagne est aussi « un sujet d'intérêt très fort » pour BNP Paribas. La première banque française a repris en octobre 2025 les activités allemandes de banque privée de son concurrent britannique HSBC.

« Les banques françaises ont une grande expertise en matière d'épargne et elles peuvent capitaliser dessus pour se développer en Allemagne, qui compte beaucoup de clients fortunés , souligne Sylvain Perret. Et dans la banque de détail, les marges sont un peu plus élevées qu'en France. »

Le marché des entreprises est également très convoité, en particulier le Mittelstand, colonne vertébrale de l'économie allemande avec son tissu dense de PME et d'entreprises moyennes familiales industrielles. Crédit mutuel Alliance fédérale veut se renforcer auprès de la clientèle des entreprises. Le Crédit agricole travaille sur une offre à destination des entreprises, en associant le réseau LCL et sa banque de financement et d'investissement. En reprenant l'an dernier la filiale de financement de biens d'équipement de la Société générale, le groupe BPCE (Banques populaires, Caisses d'épargne, Natixis) a par exemple mis la main sur un acteur local dédié aux entreprises : Gefa Bank. BNP Paribas est également très présente sur ce marché.

Les établissements tricolores espèrent aussi tirer parti du lancement prochain du vaste plan de relance pour moderniser l'Allemagne, doté de plusieurs centaines de milliards d'euros. « C'est de l'argent public qui devrait ruisseler auprès des grandes sociétés allemandes (...) et donc qui pourrait par ricochet bénéficier aux banques », explique à l'AFP Baptiste Reuillon, spécialiste du secteur chez Natixis.

La diversification en Allemagne présente d'autres intérêts pour les grandes banques françaises cotées en Bourse. « Depuis la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024, les actions des établissements tricolores sont un peu sous-valorisées en Bourse du fait de l'instabilité politique française », explique Sylvain Perret. En accentuant encore leur diversification géographique, elles pourraient être davantage perçues par les investisseurs comme des banques européennes. Ce qui pourrait réduire un peu leur décote. »

Il reste que les chances de réussite sont loin d'être certaines, notamment du fait de la concurrence féroce à laquelle se livrent les acteurs locaux. « Il y a très peu de candidats qui réussissent sur le long terme à vraiment établir une structure de taille significative en étant profitable », souligne à l'AFP Patrick Rioual, fin connaisseur des banques allemandes chez Fitch. Sans compter les appétits d'autres acteurs, comme la banque italienne UniCredit, présente outre-Rhin via sa filiale HVB et qui a tenté de mettre la main sur Commerzbank, dont elle détient 29 % du capital.

Europe - Ce qui nous sépare est important, mais ce qui nous unit est essentiel

Matthias Fekl, Gesine Schwan, Sophie Boissard, Doris Birkhofer, Thomas Buberl, Anselm Kiefer, Alexander Neef, Philippe Oddo, Christine de Mazières, Volker Schlöndorff... L'Express, 2.4.2026

Dans une tribune pour L'Express, des personnalités françaises et allemandes* s'inquiètent des divergences entre nos deux pays.

Il faut le reconnaître, la relation franco-allemande traverse une nouvelle zone de turbulences, marquée par une série d'irritants et de frustrations réciproques.

Le premier point de friction concerne les questions économiques et budgétaires. La proposition d'emprunts européens (Eurobonds), régulièrement défendue par Emmanuel Macron, est regardée avec réserve par une large partie de la classe politique allemande : ce serait un prétexte pour ne pas traiter le problème budgétaire français. Dans le même temps, les désaccords sur le traité de libre-échange avec le Mercosur ont alimenté la méfiance. Le rapprochement germano-italien est observé avec circonspection à Paris. En fin, l'enlisement du projet d'avion de combat du futur, le Système de combat aérien du futur (Scaf) est devenu l'emblème des difficultés entre les deux pays.

Allons au bout du doute, avec deux changements de regard de part et d'autre du Rhin. Côté allemand, l'hypothèse d'une victoire de l'extrême droite lors de la prochaine élection présidentielle nourrit la crainte d'un système politique français fragilisé, traversé par une crise de confiance profonde. Mais des inquiétudes existent aussi côté français. Alors même que la France se plaignait depuis longtemps de porter seule l'effort de défense, la volonté de l'Allemagne de faire de la Bundeswehr la « première armée d'Europe » a réveillé des souvenirs traumatiques. A cela s'ajoute la critique d'une Allemagne qui achèterait sur étagère des armements américains plutôt que de coopérer en européen.

Pourtant, s'arrêter à ces divergences serait le plus sûr moyen de nous enfoncer, ensemble, dans le bouleversement géopolitique en cours. Pour le dire avec une image à peine forcée, lorsque des irresponsables tournent autour de chez nous armés de lance-flammes, il n'est pas raisonnable de se perdre dans des querelles de voisins de palier.

Alors il est temps de nous redire très directement trois choses. Premièrement, que le dialogue franco-allemand n'a jamais été un long fleuve tranquille. Ensuite, que les Français doivent prendre conscience que l'impéritie budgétaire nationale pèse désormais directement sur la capacité d'entraînement de la France en Europe. Enfin, que les Allemands soient assurés que la France est beaucoup plus que les aléas de sa politique : une puissance militaire, un tissu d'entreprises internationales, une capacité d'innovation dans les services et la finance, qui demeureront durablement.

Ce qui nous sépare est important ; mais ce qui nous unit est essentiel. Sur les questions stratégiques, Paris et Berlin partagent désormais la conviction que l'Europe doit renforcer sa souveraineté économique et technologique et réduire sa dépendance à l'égard des Etats-Unis. L'offre lancée par Emmanuel Macron d'une dissuasion nucléaire avancée française à l'échelle européenne s'inscrit précisément dans cette réflexion. De même, les initiatives communes dans le domaine de l'intelligence artificielle, mobilisant Mistral AI et SAP, témoignent d'une volonté de bâtir des capacités européennes autonomes face aux géants américains et chinois. Le rapprochement des visions entre Paris et Berlin au sujet d'une supervision financière unifiée permet d'espérer des avancées significatives dans le domaine de l'Union de l'épargne et de l'investissement.

Reste à transformer cette convergence stratégique en dynamique réelle. Cela suppose d'abord de recréer des espaces de dialogue et de coopération. Le calendrier des prochains mois offre à cet égard des opportunités concrètes. L'Allemagne sera invitée d'honneur du Salon technologique VivaTech à Paris, une occasion unique de mettre en synergie les écosystèmes d'innovation des deux pays. Parallèlement, plusieurs grandes expositions françaises, consacrées à Brancusi et aux impressionnistes, seront présentées cet été dans les musées de Berlin, rappelant que la relation franco-allemande repose aussi sur une proximité culturelle unique.

Aujourd'hui il ne s'agit plus de s'aimer, il faut réapprendre à coopérer, en nous inspirant de la méthode théorisée par Jean Monnet et qui avait fait ses preuves au lendemain de la Guerre : unité de vue et d'action ; conception d'ensemble ; mise en commun de ressources. Aucune autre relation bilatérale en Europe ne joue un rôle aussi décisif pour orienter l'avenir du continent. Le défi n'est donc pas de retrouver un âge d'or mythifié, mais de réinventer le compromis franco-allemand qui a si souvent permis à l'Europe d'avancer.

Ce rêve tant attendu par les start-ups du Vieux Continent

Lucas Mediavilla, Le Figaro, 18.3.26

Ce n'est pas encore le marché unique, mais les start-ups ne comptent pas faire la fine bouche. Depuis plusieurs années, elles poussent l'idée d'un passeport professionnel leur permettant de s'établir en quelques jours dans n'importe quel État membre, afin d'y vendre leurs produits et services. La Commission, qui présente mercredi son projet de 28^e régime, rebaptisé « EU Inc », les a entendues. Pour moins de 100 euros, il permettra à n'importe quelle entreprise de s'enregistrer dans un registre numérique sous ce statut paneuropéen à partir du pays où elle s'est créée.

Une fois inscrite, elle pourra depuis Paris se lancer à l'assaut du marché espagnol, allemand ou autrichien, par exemple, dans les plus brefs délais, sans s'acquitter de l'innombrable paperasserie nécessaire jusqu'ici pour s'y installer. « Il faut se rendre compte de la complexité pour une société européenne de vendre à travers le continent. Ce projet est dans les tuyaux depuis longtemps, on va passer du rêve à la réalité », se réjouit Hala Fadel, managing partner au sein du fonds Eurazeo, l'un des principaux investisseurs européens.

Même son de cloche chez France digitale. « Nos premières contributions sur le sujet datent de trois à quatre ans. Mais la Commission a accouché d'un texte ambitieux », indique Maya Noël, la directrice générale du lobby français des start-up. D'autant plus ambitieux qu'il prendra la forme d'un règlement et non d'une directive qui aurait pu être affaiblie par le jeu des transpositions nationales. Plus qu'une simple opportunité, EU Inc est vital, à entendre Pascal Canfin, négociateur sur le texte pour le groupe Renew au Parlement. « Lorsqu'une start-up commençant son activité en France ou en Allemagne veut passer à l'échelle, c'est actuellement plus facile pour elle de créer une deuxième filiale aux États-Unis plutôt qu'en Europe. Nous voulons en finir avec ce paradoxe », rappelle-t-il. Les start-ups sont à l'évidence les entreprises qui devraient le plus bénéficier de ce nouveau statut. Agiles et internationales par nature, à la recherche de taux de croissance à deux chiffres, elles verront sans doute une opportunité énorme dans la possibilité d'accéder rapidement à un marché de 450 millions de consommateurs, avec le moins d'obstacles possibles. « Ce temps économisé sur les contraintes réglementaires, dans l'époque actuelle, c'est ce qui peut faire la différence entre une bonne entreprise et une licorne ou une décacorne (valorisée plus de 10 milliards d'euros, NDLR) », explique encore Hala Fadel.

Une autre mesure, particulièrement attendue par les start-ups, concerne le sort des stock-options distribuées aux salariés dans leur package de rémunération.

Aujourd'hui, les disparités sociales et fiscales entre États membres font de l'implémentation de ces dispositifs un vrai casse-tête. « C'est possible dans certains États membres, pas possible dans d'autres, cela suscite des frais abyssaux auprès des cabinets d'avocats. Le fait que le 28 e régime propose une harmonisation est un bon signal », indique Clotilde Hocquard, en charge des affaires publiques pour France digitale.

Pour Hala Fadel, ce passeport va également permettre à certaines start-ups d'émerger sur la carte des fonds de capital-risque ou de capital-investissement. « Nous avons beaucoup d'exemples d'entrepreneurs d'Europe de l'Est qui, faute de juridictions crédibles dans leur pays d'origine aux yeux des investisseurs internationaux, rataient des opportunités. Ils allaient s'implanter aux États-Unis », indique la dirigeante. Avec EU Inc, ils pourront bénéficier d'une carte de visite bien plus attirante. Pour la dirigeante, cette mesure rend l'Union européenne « beaucoup plus attractive par rapport aux États-Unis et à la Chine ».

Pascal Canfin rappelle d'ailleurs que le régime pourrait s'adresser aux entrepreneurs européens mais également à ceux, venus des autres régions du monde, désireux de venir s'implanter en Europe. « Dans le contexte de relocalisation et d'attraction des talents, EU Inc est une bonne marque. Nous voulons que l'innovation change d'échelle en Europe », insiste-t-il.

À entendre Maya Noël, ce 28e régime ne préempte toutefois pas les nécessaires avancés sur la constitution d'un marché européen des capitaux. Pas plus que les débats sur la possible création d'un mécanisme de préférence européenne ou de volumes substantiels de commande publique. « EU Inc est un bel objet, il faut construire par-dessus et, surtout, aller vite, maintenant », conclut-elle. L.M.

IA et emploi : pourquoi nous nous posons les mauvaises questions

Vincent Luciani, L'Opinion, 2.4.26

A rebours des études qui prédisent un effacement massif des emplois, comme celle publiée par Coface qui estime que 5 millions d'emplois sont menacés en France d'ici 2030, l'entrepreneur dans l'IA Vincent Luciani suggère au contraire que la révolution technologique va faire naître des filières nouvelles qui représenteront « la majorité des emplois de demain »

Depuis dix ans, les mêmes prophéties reviennent avec une régularité de métronome. 300 millions de postes menacés selon Goldman Sachs. 92 millions supprimés d'ici à 2030 selon le World Economic Forum. Plus récemment, la Coface annonce 5 millions d'emplois vulnérables en France. Ces études reposent toutes sur le même modèle : une analyse macro, fondée sur des estimations sémantiques métier par métier, qui ignore la complexité organisationnelle des entreprises, les coûts d'implémentation et tout ce que l'IA rend désormais possible. Les plans sociaux d'aujourd'hui ne sont pas ceux de l'IA

Regardons ce qui se passe réellement. L'Europe est prise en étau : croissance en panne, demande en berne, compétition chinoise qui ronge des pans entiers de l'industrie. Quand Volkswagen ferme des usines en Allemagne pour la première fois de son histoire, c'est parce que la Chine remonte toute la chaîne de valeur. Quand Société Générale annonce 1 800 suppressions de postes, c'est parce que la fréquentation des agences s'effondre. Ni dans un cas ni dans l'autre un algorithme n'a remplacé quoi que ce soit. Apposer l'étiquette « intelligence artificielle » sur chaque restructuration est un raccourci commode qui arrange le discours des acteurs de la Silicon Valley mais trompeur.

La réalité est plus prosaïque : l'Europe a un problème de compétitivité. L'IA n'en est pas la cause, elle en est la meilleure réponse. Ce que l'électricité nous apprend Quand l'électricité arrive à la fin du XIXe siècle, on pense automatisation du travail mécanique. On ne voit pas venir le reste : la réfrigération de masse et avec elle la logistique internationale et l'agroalimentaire moderne. La radio, la télévision, toute l'industrie des médias. L'électrochimie, aluminium, engrais de synthèse, batteries. L'électroménager, les transports électriques, les télécommunications. Des dizaines

d'industries, des centaines de millions d'emplois, nés d'une seule innovation de rupture. L'IA est l'électricité du XXI^e siècle. Et nous en sommes encore au stade où l'on compte les réverbères. L'ère du « Startup as a Service » Les études qui comptent les postes menacés à l'intérieur des entreprises existantes regardent dans la mauvaise direction. Ce que personne n'a encore pleinement mesuré, c'est l'incroyable capacité de l'IA à passer à l'échelle. Asymptotiquement, chaque coût de processus va tendre vers 0. Le coût et le temps pour immatriculer une entreprise, déposer une marque, ouvrir un site, démarcher des clients vont devenir nuls. Avec des agents IA, chaque processus pourra monter en puissance sans empiler les couches organisationnelles qui, jusqu'ici, freinent le développement. Une entreprise de cent personnes, démultipliée par ses agents, pourra rivaliser avec un groupe de dizaines de milliers de salariés. Qonto, Alan, Revolut le font déjà. Le défi ne viendra donc pas de l'intérieur des entreprises. Il viendra de concurrents nouveaux, français ou internationaux, qui, armés d'agents IA, capteront le marché d'acteurs installés.

Le grand déplacement de la valeur

La vraie question est donc « comment reconstruire toute une économie avec l'IA pour être radicalement plus compétitif, produire davantage de richesse et créer les emplois de demain ? ». Ce que nous considérons aujourd'hui comme des tâches à forte valeur ajoutée, analyser des données, produire du code, synthétiser de l'information, va devenir une commodité. Chaque processus d'entreprise doit être repensé de bout en bout. C'est un chantier colossal qui, ironiquement, demande énormément de bras, de cerveaux et de compétences. Et surtout, il faut imaginer les industries de demain. Comme l'électricité a engendré l'agroalimentaire, les médias et les transports modernes, l'IA va faire naître de nouvelles filières comme la robotique industrielle, l'éducation individualisée, ou encore la santé préventive, un domaine où la demande est, par nature, infinie. Ces industries représenteront la majorité des emplois de demain. Chaque révolution technologique majeure a fini par produire bien plus d'emplois qu'elle n'en a détruit. Celle-ci ne fera pas exception, à condition d'inventer l'économie de demain plutôt que de défendre celle d'hier. C'est là que se trouvent la croissance et l'emploi.

En Allemagne, la politique énergétique mise à l'épreuve

Delphine Nerbollier, Le Temps, 11.3.2026

Dans une pétition, 275 000 personnes appellent le gouvernement du chancelier chrétien-démocrate Friedrich Merz à libérer le pays de sa dépendance aux énergies fossiles et à accélérer la transition énergétique. La guerre en Iran vient alimenter de nouvelles craintes

L'Allemagne est-elle trop dépendante des énergies fossiles ? Avec la guerre en Iran, la hausse record du prix du carburant – plus de 2 euros (1,80 franc) le litre d'essence depuis ce week-end – et des réserves nationales de gaz remplies à 20% seulement, le traditionnel débat autour des choix énergétiques de l'Allemagne et de la politique du chancelier chrétien-démocrate Friedrich Merz est relancé. Face à une crainte inflationniste qui pourrait, selon lui, « avoir des répercussions sur la conjoncture » et donc ralentir le début de reprise de la croissance prévue pour 2026, Friedrich Merz a tenté de rassurer ce lundi. Son gouvernement ferait « tout » pour accroître l'indépendance énergétique du pays et pour faire baisser le prix de l'énergie.

Ce constat est toutefois loin de faire consensus et, sans surprise, les plus fortes critiques proviennent de l'opposition écologiste. Les Verts allemands reprochent à Friedrich Merz et à la ministre de l'Economie, Katherina Reiche, de ralentir, pour des questions de coûts, le rythme de développement des énergies renouvelables, pourtant qualifiées par certains comme « énergie de la liberté », car produites localement. Ils pointent, entre autres, la fin des subventions pour les installations solaires des particuliers, un changement de la loi de raccordement au réseau pour l'éolien, une nouvelle loi autorisant de nouveau certaines chaudières à gaz, des autorisations de forage pour exploiter le gaz en mer du Nord et la construction de centrales au gaz pour stabiliser le réseau.

Si ces critiques ne datent pas de la guerre en Iran, elles ont gagné en visibilité depuis dix jours. Quelque 275 000 personnes ont signé une pétition pour exiger du gouvernement qu'il fasse « avancer la transition énergétique ». « Notre dépendance au pétrole et au gaz est dangereuse, comme le montre la guerre en Iran », constatent les pétitionnaires. Dans les faits, le gaz a contribué l'an dernier pour 11% au mixte électrique du pays, en légère hausse depuis trois ans, contre 62% pour les renouvelables. Et si, depuis la guerre en Ukraine, l'Allemagne a réussi à se libérer de

sa dépendance au gaz et au pétrole russe, se pose désormais la question de sa dépendance au gaz naturel liquéfié (GNL) américain. Actuellement, 96% des importations allemandes de GNL proviennent des Etats-Unis.

D'une dépendance à une autre

Du côté du gouvernement fédéral, on rejette ces critiques jugées « idéologiques » et l'on tient bon la ligne suivie depuis dix mois. « La guerre en Iran ne va vraisemblablement rien changer à la politique du gouvernement, mais les débats vont se poursuivre », estime Frank Umbach, directeur de recherche au Cluster européen pour la sécurité climatique, énergétique et des ressources (Eucers) de l'Université de Bonn. « Le problème est que ce débat en Allemagne est trop souvent caricaturé, soit tout noir, soit tout blanc. La situation est plus compliquée que cela », observe-t-il. Pour cet expert, « il faut certes réduire la dépendance aux énergies fossiles », mais « sans tomber dans une nouvelle dépendance, envers la Chine, en matière de technologies vertes – éolien, solaire – et de techniques liées à l'hydrogène ». « C'est un mythe de dire que les renouvelables sont les énergies de la liberté », souligne Frank Umbach, qui conseille donc de « diversifier les sources d'approvisionnement de gaz, notamment du côté de l'Afrique, et d'accélérer les mesures de de-risking en matière de technologies vertes ».

Alors que la France organisait hier un sommet sur la relance du nucléaire civil, en présence d'une quarantaine de pays, mais sans l'Allemagne, cette piste reste officiellement exclue par le gouvernement de coalition à Berlin, deux ans après la fermeture de la dernière centrale nucléaire du pays. Et cela, même si le chancelier qualifie « d'erreur fatale » l'abandon de cette énergie. Une opinion partagée par la ministre de l'Economie, Katherina Reiche, qui a créé une unité de travail sur le thème au sein de son ministère. Au cas où...

« C'est un mythe de dire que les renouvelables sont les énergies de la liberté »

Frank Umbach, Directeur de recherche à L'EUCERS de L'Université de Bonn

« Le projet européen est en danger, la France et l'Allemagne ont une responsabilité unique »

Bruno Le Maire, Christoph Heusgen, Les Echos, 3.6.26

Alors que l'Europe se retrouve prise en étau entre les Etats-Unis et la Chine, Bruno Le Maire, ancien ministre de l'Economie et des Finances, et Christoph Heusgen, président de la Conférence sur la sécurité de Munich, lancent un cri d'alarme : sans une union franco-allemande forte et structurée, c'est le continent tout entier qui risque de basculer.

Le monde a basculé. Le droit cède à la force. Les empires sont de retour. Les géants des nouvelles technologies se livrent à une course aux investissements sans limite. Pris en étau entre deux grandes puissances, nous, Européens, nous subissons. Cette faiblesse générale prépare un autre grand basculement : le basculement politique de tout le continent européen vers une extrême droite nationaliste. Le projet européen est donc en danger.

Face à ce danger, la France et l'Allemagne ont une responsabilité unique. Soit elles se drapent chacune dans leur indifférence, soit elles reprennent leur destin en main ensemble. Ce destin a un nom : l'Union Franco-Allemande.

Coopération militaire étroite

Comment avancer dans cette voie de l'Union Franco-Allemande ? Dès 2027, nous devons ouvrir des discussions sur le nouveau cadre stratégique européen. Nous devons clarifier quatre points essentiels : quelles relations politiques voulons-nous maintenir avec des Etats-Unis ? Quelles relations commerciales voulons-nous construire avec la Chine ? Comment protéger nos frontières européennes face aux flux migratoires illégaux ? Comme diversifier nos relations commerciales et politiques dans un monde en plein changement ?

Nous devons en deuxième lieu relancer de toute urgence une coopération étroite dans le domaine militaire. Nous devons réussir à trouver un accord sur un système d'armes commun pour le futur avion de combat. Nous devons travailler à un programme dans le domaine des missiles de longue portée. Nous devons mettre en place les modalités pratiques de la dissuasion nucléaire avancée. Nous devons nous fixer comme objectif une armée de terre franco-allemande, comme préfiguration de cette armée européenne qui un jour garantira notre sécurité et notre indépendance.

La réalisation du marché unique des capitaux doit se faire sous deux ans. Dès 2027, la France et l'Allemagne auront réglé toutes les difficultés techniques sur cette voie. Elles mettront en place un produit d'épargne franco-allemand. Elles créeront un fonds

souverain franco-allemand. Nous voulons fixer une règle simple : l'argent des Européens doit être investi en Europe, dans les entreprises européennes, pour la croissance européenne.

L'harmonisation doit devenir un mantra de notre relation. Sur les diplômes universitaires, sur les enjeux environnementaux, sur les investissements industriels, nous voulons les mêmes normes, simples, claires et efficaces. L'harmonisation de nos fiscalités est une priorité.

Un accord « dette contre dette »

Pour avancer dans la voie de cette Union Franco-Allemande, nous proposons un grand accord sur dix ans : « dette contre dette ». En dix ans, la France accepte de réduire sa dette dans le cadre des critères de Maastricht tandis que l'Allemagne accepte de lever 1.000 milliards de dette européenne en commun. Cette dette en commun sera mise au service des investissements dans la défense, dans l'IA et dans la décarbonation de l'économie européenne. Nous voulons bâtir ensemble la souveraineté numérique européenne.

L'Europe n'a pas besoin de plus de technocrates, elle a besoin de plus d'ambition. ,

Aucun de ces projets ne pourra aboutir sans un changement profond de méthode de travail entre les deux gouvernements. Nous proposons que le Conseil des ministres franco-allemand se réunisse désormais une fois par mois. Nous proposons la nomination d'un ministre de nationalité française dans le gouvernement allemand, de nationalité allemande dans le gouvernement français. Nous souhaitons relancer la pratique de la langue française en Allemagne et de la langue allemande en France.

L'Europe n'a pas besoin de plus de technocrates, elle a besoin de plus d'ambition. Elle ne se redressera pas dans le cadre actuel, elle se redressera en inventant des solutions politiques nouvelles. Dans la tradition de Charles de Gaulle et de Konrad Adenauer, de François Mitterrand et de Helmut Kohl, nos deux gouvernements doivent briser le cadre actuel. L'Union Franco-Allemande peut être un facteur de liberté et de puissance pour l'Europe du XXI^e siècle.